

**Robert Brasillach**

**LES RAISONS D'UN  
ENGAGEMENT**

**Mémoire écrit par  
Robert Brasillach pour la  
préparation de son procès**

EDITIONS NOTRE COMBAT

 NATIONAL - SOCIAL - RADICAL

Le texte présenté ici est un mémorandum écrit par Robert Brasillach à la prison de Fresnes dans l'attente de son procès. Le prisonnier se préparait, avec l'aide de ses compagnons de cellule, à répondre aux questions qui pourraient lui être posées au tribunal.

À la barre, Robert Brasillach ne put s'expliquer que sur certains points ; le *Mémorandum* détaille ces points et il contient des développements sur les questions qui ne furent pas abordées durant le procès. Il permet de comprendre les motivations de Robert Brasillach durant la Collaboration et éclaire la destinée de l'écrivain entraîné dans la tourmente de la guerre, fasciné par la force des jeunesses fascistes mais fermement attaché aux principes du nationalisme français.

Dans ce document, plus politique et biographique que judiciaire, Robert Brasillach revient sur ses relations avec les Allemands depuis son retour de captivité jusqu'à son refus de partir en Allemagne en 1945, son soutien à la Légion des volontaires français, sa méfiance vis-à-vis de la Milice, ses rapports avec le gouvernement de Vichy, la crise de *Je suis partout*, la justification de son antisémitisme, etc.

Ce *Mémorandum* n'était pas destiné au public, mais son intérêt explique sa publication dans les *Œuvres complètes* de Robert Brasillach. L'original a été perdu, le texte a été reconstitué à partir de deux copies dactylographiées. Quelques mots manquants, insérés entre crochets, ont été restitués par Maurice Bardèche, dont nous avons conservé les notes. Elles ont été intégrées avec la mention « NDMB » avec celles que nous avons ajoutées en fin de livret. Les commentaires inscrits dans la marge par Robert Brasillach ont été transformés soit en inter-titres, soit en notes de bas de page.

## RETOUR DE CAPTIVITÉ

*D. : Comment avez-vous été libéré de votre captivité en Allemagne ?*

R. : J'ai été fait prisonnier le 22 juin 1940 avec l'armée de l'Est que commandait le général Condé. Une demande de libération fut adressée en juillet par le ministère de l'Information du gouvernement français au gouvernement allemand, qui a libéré dans le seul mois de juillet environ 200 000 prisonniers : fonctionnaires, agents des services publics, etc. Il ne faut pas oublier que dans l'ensemble un million de prisonniers a été libéré : est-ce que cela fait un million de traîtres ? Le gouvernement me réclamait au titre du ministère de l'Information afin de me confier un poste. La demande fut adressée à la commission de l'armistice de Wiesbaden, et y fut portée par le capitaine Henri Massis<sup>1</sup>, attaché au général Huntzinger<sup>2</sup>. Elle mit fort longtemps à aboutir, et avait été, je crois, renouvelée. Lorsque je fus libéré, fin mars 1941, je le fus avec un lot de camarades réclamés comme fonctionnaires ou assimilés à des fonctionnaires, en particulier du ministère des Finances. (Tous les régimes ont toujours besoin de collecteurs d'impôts, ce n'est pas toujours l'avis des contribuables). Je demandai à quel titre j'étais libéré : les officiers français qui s'occupaient des besognes bureaucratiques du camp me dirent que j'étais également réclamé par le gouvernement. Je n'ai eu à ce sujet aucune entrevue ni aucune explication, encore moins aucun marchandage de la part des Allemands du camp.

D. : *Dans ces conditions, comment êtes-vous rentré à Paris et non à Vichy pour vous occuper d'un journal qui n'était pas un organe officiel ?*

R. : *Je suis partout* paraissait depuis deux mois quand je suis rentré à Paris, où se trouvait mon domicile. Tout naturellement, mes anciens camarades du journal d'y offrirent la place que j'y avais avant la guerre. Mais on me demanda aussitôt de venir à Vichy, au ministère de l'Information, puisque c'était le ministère qui m'avait réclamé. J'eus un entretien avec des officiers de marine du cabinet de l'amiral Darlan, alors chef du gouvernement et ministre de l'Information. On me proposait de devenir Commissaire du gouvernement au cinéma français. J'étais l'auteur, en collaboration<sup>3</sup>, d'une *Histoire du Cinéma*, qui devait d'ailleurs reparaître sous l'Occupation malgré le vif éloge qu'elle fait du cinéma américain, quelque quarante pages consacrées à Charlie Chaplin, et l'éloge qu'elle fait du cinéma soviétique, considéré par nous comme le modèle d'un cinéma neuf et révolutionnaire. Cette *Histoire du Cinéma* a été traduite en Amérique par un organisme officiel de façon à servir de base à l'enseignement. J'alléguai néanmoins que mes connaissances étaient d'ordre artistique et historique, et que j'ignorai la technique et l'aspect financier du problème. On insista pour que j'accepte. Je finis par me décider, et nous envisageâmes même, à *Je suis partout*, les modalités de mon départ du journal en tant que rédacteur en chef. Je pris contact avec les services officiels du cinéma, je m'installai rue de Babylone, où je reçus tout de suite quelques visites. On me dit en juillet que ma nomination était signée. Mais M. Galey<sup>4</sup> désirait le poste. Il me téléphona un beau matin, quarante-huit heures après que ma nomination m'eut été annoncée par lui-même, que les Allemands qui n'en avaient pas été avertis, s'y opposaient. Je partis pour Vichy, où je déclarai que je ne voulais pas mendier aux Allemands l'autorisation d'occuper un poste dans un ministère français, et les choses en restèrent là. Je n'avais donc plus qu'à conserver mon poste de rédacteur en chef de *Je suis partout*, que j'occupais, encore une fois, avant la guerre. M. Benoist-Méchin,

sous-secrétaire d'État auprès de l'amiral Darlan, fut chargé par celui-ci de demander à l'hôtel Majestic les raisons du refus allemand. On lui dit qu'on voulait que je vienne demander ce poste moi-même. Il répondit que c'était peu probable que j'accepte.

*D. : Vous avez publié fin mars, alors que vous étiez encore en captivité, un article dans Je suis partout. Comme l'avez-vous fait parvenir ?*

R. : Je partageais la chambre du camarade qui s'occupait de la destination du courrier. Je venais d'apprendre que *Je suis partout* avait reparu. Trop de souvenirs et d'amitiés m'attachaient à ce journal pour que je ne désire pas y écrire. Je m'en ouvris à ce camarade, qui me dit qu'il se chargeait aisément de faire parvenir cet article en France. J'y exprimai mon adhésion à la politique qui était alors très populaire auprès des prisonniers, qui y voyaient le moyen de relever la France et de préparer leur retour, et il se chargea de le faire transmettre. Rien n'était d'ailleurs plus facile, et j'ai moi-même, par la suite, reçu plusieurs fois des lettres en dehors du courrier ordinaire, ou des articles, ou le texte de conférences prononcées dans les camps : certaines ont été faites sous l'égide des Cercles Pétain<sup>5</sup>, par des prisonniers qui font semblant aujourd'hui d'avoir toujours appartenu à la Résistance, et que j'aurai la charité de ne pas nommer.

## LA DÉFAITE

*D. : Vous vous êtes réjoui de la défaite.*

R. : La défaite a été pour moi une grande douleur. « *Les armées de l'Empereur sont vaincues...* », disaient les républicains de 1870. Je ne l'ai jamais dit ni pensé un instant. Ce n'était pas pour moi

les armées de la République mais les armées de la France. J'ai raconté dans mes articles, très probablement, comme j'avais été choqué de voir des officiers français se livrer à des explosions de joie immodérée, et même boire le champagne en public, le 17 juin 1940. Mais la défaite [était à regarder] comme un fait, une donnée, et j'ai pensé qu'on pouvait [se servir de] la douleur même que nous causait ce mal pour rendre à la France sa vigueur et sa force, comme la France vaincue de 1870 avait trouvé dans la défaite l'élan qui a donné naissance à son Empire colonial.

*D. : En somme, vous avez désespéré de la victoire future de votre pays.*

R. : Cela est déjà arrivé à la France, dans son histoire, d'être vaincue. Celui qui en 1815 ne croyait pas à la défaite de la France l'a moins bien servie que celui qui, admettant cette défaite, faisait de la France, six mois plus tard, la puissance prépondérante au Congrès de Vienne. Presque tout le monde admettait cette défaite. M. Gide, aujourd'hui figure éminente du Front national des écrivains, écrivait à cette époque (et il a republié cette pensée en mai 19..) : « *Composer avec l'ennemi d'hier ce n'est pas la lâcheté, c'est sagesse* »<sup>6</sup>. Et il ajoutait même : « *Je sens en moi des possibilités d'acceptation.* » Je n'ai jamais dit ni cru cela. Il m'a toujours paru qu'il y avait des limites, précisément aux acceptations, et c'est pour les rendre moins pénibles que j'ai suivi la politique que nous avons adoptée. Je suis plusieurs fois revenu sur l'idée que la Collaboration avait pour condition *sine qua none* l'indépendance future de la France. J'écrivais le 11 décembre 1942 : « *Tout est subordonné pour nous à la condition préalable de la durée et de l'existence de la patrie.* » Et encore : « *Il y a aujourd'hui des enfants qui ne savent pas encore parler et qui tentent vers nous leurs petites mains. Nous ne voulons pas leur remettre une France dont ils auraient honte.* »

## LE FASCISME

*D. : Vous avez voulu que la France se mette à l'école d'une puissance étrangère, en devenant « fasciste ».*

R. : J'ai pensé que les idées politiques n'appartenaient pas un pays déterminé. Les républicains prennent les idées libérales à l'Angleterre et aux États-Unis sans vouloir que la France soit anglaise ou américaine, les communistes à la Russie sans vouloir, je suppose, que la France soit russe.

*D. : Le fascisme a mené l'Allemagne à sa perte.*

R. : On peut répondre que c'est le régime autoritaire qui permet à l'Allemagne de résister comme elle fait en ce moment, seule contre le monde, et penser que si l'Angleterre et les États-Unis avaient été des nations fascistes, il n'aurait peut-être pas fallu tant de temps à cinq cent millions d'hommes pour en vaincre moins de cent millions.

*D. : Le fascisme, en tout cas, était l'idéologie d'un pays en guerre avec la France.*

R. : J'ai accepté cette guerre une fois qu'elle a été déclarée. Pendant les hostilités effectives envers l'Allemagne, je n'ai rien écrit, quand il m'arrivait d'écrire, qui ait pu encourir les foudres de la censure la plus pointilleuse. J'ai toujours fait une distinction entre ce qu'on appelle d'une manière générale les idées fascistes et les pays où ces idées étaient au pouvoir. Je pouvais demeurer fasciste, souhaiter le fascisme en France, et souhaiter en même temps la défaite des pays fascistes en guerre avec mon pays. Je veux être persuadé que si, par hypothèse, il y avait demain un conflit entre la France et l'URSS, comme il faillit éclater en 1940, les communistes français lutteraient contre l'URSS avec le désir de la victoire.

# GAULLISTES ET MAQUISARDS

*D. : Vous avez traité le général de Gaulle de traître.*

R. : Pourquoi me fait-on ce reproche avant d'avoir jugé les généraux qui ont condamné à mort le général de Gaulle ? On ne les a même pas arrêtés. Y aurait-il donc deux justices ?

*D. : Vous avez attaqué les maquisards.*

R. : J'ai toujours dit que la Résistance comprenait d'honnêtes garçons, animés par le plus vif sentiment patriotique. Je suis moi-même intervenu pour ceux que l'on me signalait. Mais des journaux clandestins eux-mêmes faisaient état de l'existence de bandes terroristes, mais j'apprenais tous les jours des assassinats de paysans, sans aucun motif politique, et parfois de familles entières. Les informations que j'avais ne me permettaient pas de voir autre chose, et je savais que le maquis lui-même, en Savoie par exemple, organisait la répression contre le terrorisme pur.

*D. : Il fallait faire la distinction.*

R. : Nous étions en guerre civile, la Cour de cassation a récemment reconnu que l'armistice était une suspension d'armes, si elle a cru devoir déclarer que l'ennemi n'en restait pas moins l'ennemi. Même si l'on admet cette dernière affirmation, la reconnaissance de l'armistice suspension d'armes interdit donc l'existence d'une guerre de francs-tireurs. Le gouvernement se dressait contre elle, les tribunaux la condamnaient. J'ai admis tout cela comme légitime. La guerre civile, que je déplore, était un fait. En temps de combat, il faut considérer l'adversaire en adversaire. Mon souhait le plus cher, que j'ai fréquemment exprimé, était que les adversaires fraternels soient un jour réconciliés. Le terme d'adversaire fraternel avaient d'ailleurs été employé par un de ceux qui m'écrivaient, bien que ne pensant pas comme moi.



## LES COMMUNISTES ET LES OTAGES

*D. : Vous avez demandé la mort des chefs communistes juste avant que n'aient lieu les exécutions de Châteaubriant.*

R. : J'ignorais totalement l'existence des otages de Châteaubriant, et j'ai toujours désapprouvé la politique d'otages, parce que j'ai toujours eu un sentiment très vif de la responsabilité directe. Si j'ai demandé qu'on s'en prenne aux chefs qui avaient pris la responsabilité des attentats contre les Allemands, c'était pour éviter la mort des innocents qui y étaient étrangers et que les Allemands pouvaient prendre comme otages. À plusieurs reprises, le gouvernement nous assura d'ailleurs que les Allemands renonçaient à la politique d'otages pour celle de la responsabilité directe. Si la mort de Français était inévitable, il fallait d'abord sauver ceux qui n'avaient rien fait. La cessation des attentats contre des soldats allemands isolés aurait évité les exécutions d'otages et le cours de la guerre n'en aurait pas été changé.

J'ajoute que la question des otages est une des plus douloureuses qui puissent se poser en pays occupé. Mais, en application de la Convention de Genève, la prise d'otages civils est conforme aux lois de la guerre pour garantir l'observation par les habitants des zones occupées des prescriptions de l'autorité militaire. Ils peuvent être condamnés à mort et exécutés. C'est ce qu'a décidé récemment pour Strasbourg le GQG<sup>7</sup> des forces expéditionnaires alliées. Il est d'ailleurs pénible pour un Français de penser que Strasbourg est considérée par les Alliés comme territoire occupé et qu'on y impose des mesures réservées à l'ennemi. Mais cela confirme le caractère juridique quoique regrettable des mesures sur les otages.

*D. : Aujourd'hui les Allemands menacent de tuer les déportés français pour prendre la défense de gens comme vous.*

R. : Je n'ai pas demandé aux Allemands de prendre ma défense. Si j'avais voulu me mettre sous leur protection, n'oubliez pas que je ne serai pas ici. Et il me paraît mal venu de me parler d'otages à moi quand je me suis constitué prisonnier à la suite de l'arrestation de toute ma famille, effectuée pour me forcer à me rendre.

## ALLIÉS

*D. : Vous avez attaqué Roosevelt.*

R. : Les États-Unis, après une campagne violente contre Hitler, ne sont pas entrés en guerre en 1939. Ils ont laissé sans réponse l'appel de Paul Reynaud en 1940. Ils ne sont entrés en guerre que sur l'attaque du Japon en 1941. Ils ont refusé de reconnaître longtemps le Gouvernement provisoire de la République, et personne n'a jamais pu en donner de raisons valables, alors qu'ils avaient reconnu, comme je l'ai souligné plusieurs fois, des gouvernements qui ne représentaient certes pas ce que représentait la France d'outre-mer comme richesse et comme force<sup>A</sup>. Il m'a donc apparu qu'ils faisaient tout en apparence pour tenir la France dans un état de sujétion et d'infériorité contre lequel les journaux clandestins de la Résistance et le gouvernement d'Alger ont souvent protesté. Il y a trois mois encore, le général Eisenhower demandait aux ouvriers français en Allemagne de se révolter puisque les troupes américaines approchaient : si l'on a procédé à des exécutions de nos malheureux compatriotes abusés par des promesses hâtives, c'est à cette hâte, justement, qu'on le doit. Le député communiste Jacques Duclos a pu dire en novembre sans crainte d'être contredit que la situation des pays occupés, sans charbon<sup>B</sup>, sans travail, sans transports, sans colis familiaux, était pire que sous l'Occupation,

---

A. Loi « cash and carry ». Pendant que nos soldats se faisaient déjà tuer, les US exigeaient le paiement comptant du matériel de guerre... C'est pour cela que j'ai parlé de l'hypocrisie de R.

B. Le charbon.

et tout le monde sait que la raison en est dans le fait que les Américains ne s'intéressent qu'à leur guerre. Ce sont là des faits, et non de la polémique.

*D. : Vous avez attaqué l'Angleterre.*

R. : L'Angleterre s'est servie des troupes françaises pour conquérir la Syrie. Après quoi elle nous a fait perdre notre mandat sur la Syrie. Le gouvernement d'Alger a protesté, et nous avons pu, nous Français de toutes opinions, en concevoir les craintes les plus légitimes pour notre Empire. Je n'ai pas besoin, je suppose, bien qu'on jette aujourd'hui un voile pudique sur les faits, de rappeler que les plus hautes autorités [morales] françaises, que les cardinaux ont protesté contre la manière dont les bombardements étaient exécutés avec un plus grand souci de la vie des pilotes anglais que de celle des civils français. Je ne vous [apprendrai] pas que les journaux de la Résistance, *Défense de la France* en particulier, ont violemment protesté contre le sauvage bombardement de Nantes<sup>8</sup>. Tout cela n'inspire pas un vif amour des Anglo-Saxons<sup>C</sup>.

*D. : Ce n'était pas une raison pour collaborer avec l'Allemagne.*

R. : Au moment de Montoire<sup>9</sup>, j'étais en captivité. Je puis témoigner de l'immense espérance que la politique ouverte alors avait fait naître chez les prisonniers. Je ne voyais pas comment on pouvait faire autrement que suivre la politique du gouvernement, et il n'était pas dans mon tempérament de le faire d'une façon passive. Tant que j'étais prisonnier, étant officier, je n'ai voulu avoir aucun rapport particulier avec les officiers allemands du camp, et j'ai refusé formellement de collaborer à l'organe de propagande allemande auprès des prisonniers, *Trait d'union*. Mais en 1941 je redevins libre. J'appris en revenant que l'ambassadeur Abetz<sup>10</sup> faisait dire par des officieux qu'il était personnellement partisan d'une paix sans annexion,

---

C. L'abandon de la bataille à Dunkerque. Mers el-Kébir. Madagascar.

et même que la question d'Alsace-Lorraine était réservée. La politique de Montoire me paraissait le seul moyen d'éviter une catastrophe nationale sans précédent. Mais je m'aperçus vite de l'hostilité qu'elle rencontrait auprès d'une partie de l'opinion. On me conseilla même de demeurer dans l'expectative, de ne rien écrire. Je répondis à ceux qui me conseillaient ainsi que je me rendais parfaitement compte des dangers de ma politique. La victoire de l'Amérique me paraissait certaine ; je savais que si elle se produisait, on en voudrait toujours à ceux qui avaient soutenu la nécessité de l'entente avec le vainqueur. Néanmoins, il fallait considérer l'intérêt du pays. Je me disais que les Français patriotes ne devaient pas laisser à des [tiers] le soin d'approcher les partenaires du dialogue. Ils devaient être représentés dans chaque camp, les gaullistes devant obtenir que la France, en cas de victoire des Alliés, retrouvât son rang de grande puissance, les collaborationnistes, en cas de victoire allemande, devant obtenir que la France fût traitée le mieux possible. Cela n'est pas absurde : encore une fois, c'est ce qui s'est passé en 1815, et en 1866, l'Autriche, battue par la Prusse à Sadowa, s'allia avec elle dans une paix sans annexion. Hier la Roumanie était en guerre contre la Russie. Aujourd'hui, vaincue et occupée par elle, elle est devenue son alliée. Considérez-vous comme des traîtres les Roumains qui collaborent ainsi avec les Russes pour essayer de sauver, après une guerre malheureuse, ce qui reste de leur patrie ? Je n'entendais absolument pas par là jouer double jeu. J'ai horreur du double jeu. Je pensais au contraire que chacun devait jouer loyalement sa partie pour sauvegarder les [intérêts] de la France. Tout me donnait raison en apparence, le communiqué militaire, la flotte anglaise qui fondait, l'avance en Russie. Aujourd'hui vous pensez que l'opposition sans merci était plus juste. Je ne discuterai pas les faits. Mais il s'en est fallu de peu, avouez-le, que vos contradicteurs ne deviennent les derniers défenseurs de la cause française.

## **La Collaboration debout et non couchée**

*D. : Vous avez pu vous apercevoir que la politique de collaboration était une duperie.*

R. : Je n'ai pas à défendre ici l'ensemble de la politique de collaboration. Je puis dire seulement que cette collaboration a été la politique de l'existence même et de la durée de la patrie. Même en admettant que l'Allemagne devait être vaincue, il a été bon, l'histoire le dira, qu'un mince rideau de collaborationnistes fasse écran entre l'occupant et l'occupé. C'est grâce à ce rideau qu'il n'y a pas eu 6 millions de prisonniers, que pendant les premières années l'Allemagne a cru à une entente, ne s'est pas livrée à des mesures trop brutales. Imaginez-vous ce qu'aurait été un pays privé de ses cadres, avec ses élites [captives], ses hommes à peu près tous déportés, non seulement ceux que nous avons vu partir, mais vingt fois plus ? Les collaborationnistes, et je ne parle que des sincères, pas du tout de ceux qui jouaient double jeu, ont permis aux autres de vivre d'abord, de s'organiser, et même, après tout, de résister. Les écrivains collaborationnistes ont permis par ce [moyen], le silence des autres, et leur action souterraine. Les hommes politiques collaborationnistes ont permis aux autres de nouer leurs liens et leurs manœuvres, de préparer un avenir de rechange. C'est à l'abri de la collaboration que la France a pu vivre.

*D. : Les Allemands ont néanmoins commis des atrocités. Or vous avez écrit que vous les teniez pour des « copains » et des « frères ».*

R. : Je ferai d'abord remarquer que ces phrases ont été écrites avant les grandes tragédies de l'Occupation : Ascq, qui est d'avril 1944, Oradour, qui est de juin 1944. Les massacres d'otages m'ont toujours paru une chose révoltante, mais je suis bien obligé de convenir, avec l'histoire, qu'ils ne sont l'apanage d'aucun peuple. Il y a quarante ans les Anglais, à l'indignation unanime, ont procédé de même avec les Boers. Les communistes ont réuni

des [documentations] impressionnantes et inépuisables sur les procédés employés par la France en Indochine en 1930 après la révolte de [Yen-Bay]<sup>11</sup>. Je relisais au mois d'août, un livre de Mme Andrée Viollis, préfacé par André Malraux, *SOS Indochine*, en même temps que je lisais dans les journaux nouveaux les récits d'atrocités variées. Ils avaient l'air calqués sur ceux de Mme Viollis : villages passés au fil de l'épée, enfants massacrés, tortures sexuelles par l'eau ou l'électricité, etc. Il faut décidément se dire que les polices [politiques] sont les mêmes sous tous les régimes. Je n'ai pas pensé qu'il fallait confondre la France entière avec les [salariés de la Gestapo], pas plus qu'il ne fallait confondre les massacreurs d'Oradour avec les soldats dont la résistance et le courage sont salués aujourd'hui par la presse anglaise, et dont j'estimais alors, avec le maréchal Pétain, qu'ils défendaient la civilisation occidentale. Il s'agissait pour moi de donner une expression un peu [littéraire] au terme bien connu de « frères d'armes » dans une lutte commune.

*D. : Mais l'ennemi reste l'ennemi.*

R. : Le colonel de Gaulle écrivait en 1934, donc après l'avènement de Hitler au pouvoir, qu'on pouvait rêver aux grandes choses que la France et l'Allemagne pouvaient faire ensemble. Bien d'autres ont fait ce rêve, si rêve il y a.

*D. : Il ne s'agit pas d'une simple divergence d'opinion.*

R. : C'est M. Churchill qui, saluant récemment dans un discours prononcé en Angleterre le succès électoral de M. Roosevelt, s'écriait textuellement : « *Quel exemple pour ces États où les divergences politiques n'arrivent pas à se résoudre par des discours ou des bulletins de vote, où être dans la ligne et n'y pas être deviennent une question de vie ou de mort, que tranchent la violence et l'intrigue, et où il peut y avoir seulement un étroit fossé qui sépare à jamais*

*les gouvernants et leurs victimes.* » Voilà ce que l'on pense dans un État qui se vante à bon droit de respecter la liberté d'opinion. La Révolution de 1789 a sur les mains le sang d'André Chénier et le sang de Lavoisier. Les prisons sont remplies aujourd'hui d'André Chéniers et de Lavoisiers. La France s'enlève sa propre crème « *her own cream* », dit la presse américaine. L'avenir pourra nous en demander compte.

*D. : Vous auriez pu vous apercevoir que la Collaboration était une duperie, et rompre plus nettement avec elle. Pourquoi ne pas l'avoir fait ?*

R. : Nous avons avalé des couleuvres. Ne l'avez-vous pas fait ? Mers el-Kébir<sup>12</sup>, la Syrie, la non-reconnaissance avant la libération. Vous avez tenu dans l'espoir de l'avenir, comme nous.

(La solidarité des prisonniers. L'incident Noël B. Les évadés).

## **Les responsables de la défaite**

*D. : Vous avez demandé la mort pour ceux que vous appeliez les responsables de la défaite.*

R. : J'ai été sévère pour ceux que j'estimais responsables de la défaite précisément parce que je souhaitais la victoire. Je ne puis considérer autrement que comme des coupables ceux qui ont précipité la France dans une guerre alors qu'elle n'avait ni alliés capables de la secourir, ni chars, ni avions<sup>D</sup>. Cet état de choses avait été dénoncé par tous les écrivains politiques et militaires, y compris le général de Gaulle, mais les politiciens ne les ont pas écoutés.

*D. : Vous avez demandé la mort pour Mandel, et la Milice a assassiné Mandel.*

---

D. Reynaud tenu pour le mauvais génie dont le vrai nom était Mme de Porte par E. J. Bois dans *Le Malheur de la France*.

R. : Je tenais Mandel pour un des responsables de l'excitation à la guerre, cette guerre que nous avons abordée sans préparation et sans armement. C'est à ce titre que je le tenais pour coupable destiné à être jugé d'après les lois en vigueur. Je n'ai pas du tout approuvé son exécution clandestine, acte impolitique et impossible à défendre.

*D. : Vous avez cependant fait l'apologie du meurtre de Dormoy.*

R. : Cela n'a aucun rapport. Mandel était prisonnier, donc inoffensif et à respecter au titre de prisonnier. Dormoy, en résidence surveillée, donc libre dans sa ville, complotait contre le gouvernement. Son exécution est un acte de guerre civile : Dormoy avait sur la conscience, outre son activité d'alors, son passé que ni les hommes de droite ne peuvent défendre, puisqu'il les a combattus par tous les moyens, ni les communistes, puisqu'il les a fusillés à Clichy en 1937 et que *L'Humanité* l'a attaqué au moins aussi violemment que les gens de droite.

## **La Collaboration**

*D. : Vous avez reconnu le gouvernement de la défaite.*

R. : L'armistice du 25 juin 1940 a été salué par la quasi-unanimité des Français avec un soulagement indicible. Il avait été demandé par le gouvernement régulier de la République, alors présidée par M. Albert Lebrun, sur informations données par le général Weygand, chef de l'armée. Il paraissait inévitable depuis la retraite des Flandres. Dans un de ses livres, *Au fil de l'épée*, le colonel de Gaulle avait même jadis écrit que devant une armée motorisée la défaite était certaine une fois Sedan pris. Sedan a été pris le 14 mai. À la suite de l'armistice, l'Assemblée constituante a, à sa majorité, confié le pouvoir au maréchal Pétain le 10 juillet. M. Lebrun a démissionné et accepté la lettre de remerciements du maréchal, qui prenait régulièrement sa suite. M. Jeanneney, aujourd'hui vice-président du gouvernement provisoire, déclarait



le même 10 juillet : « *J'atteste à M. le maréchal Pétain notre vénération et la pleine reconnaissance qui lui est due pour un nouveau don de sa personne. Nous connaissons la noblesse de son âme, elle nous a valu des jours de gloire. [Qu'elle nous éclaire] en ces jours d'épreuve et nous prémunisse au besoin contre toute discorde.* » Tous les États du monde reconnaissaient le gouvernement du maréchal, y compris le Vatican, les États-Unis, les dominions anglais. Et je n'oublie pas les Soviets, qui ont eu leur ambassade à Vichy jusqu'en juin 1941. Comment ne pas tenir ce gouvernement pour régulier ? L'étranger le reconnaissait, la France espérait en lui, les fonctionnaires lui prêtaient serment de fidélité<sup>E</sup>, l'Empire dans sa majorité le suivait. Les marins français réfugiés en Angleterre, qui n'étaient certes pas soumis à la pression allemande, demandèrent presque tous à rentrer en France. C'est ce gouvernement qui, le 28 octobre 1940, proclamait : « *J'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration.* » Je me demande comment on pouvait ne pas croire à sa légitimité. Elle avait pour garants le pape, le maréchal Staline et M. Roosevelt qui lui adressait des envoyés extraordinaires, l'Église, la magistrature, la marine et l'espérance des Français. Et même une partie de la clandestinité de laquelle nous pouvions croire n'être séparés que par des nuances (citation de *Défense de la France*).

## AFRIQUE

*D. : Vous avez protesté contre le débarquement allié en Afrique du Nord.*

*R. : Le débarquement américain, contre lequel la politique officielle avait pris d'avance position, pouvait paraître, après l'expérience syrienne, une atteinte douloureuse au patrimoine national. Ce patrimoine m'était particulièrement cher puisque, à quelques jours près, le débarquement était l'anniversaire de la mort de mon père,*

<sup>E</sup>. Décret du 17 juillet 40.

officier tombé pour la conquête du Maroc il y a trente ans, et quand la radio m'annonçait que les Américains étaient à Port-Lyautey, je pouvais songer qu'une rue de Port-Lyautey porte le nom de mon père. Tout, en outre, dans ces premiers jours, nous faisait croire à l'unité française contre ce débarquement. Nous avons entendu parler des mesures prises pour le repousser. Et je pourrais citer telles paroles qui nous furent rapportées, et qui émanaient du général Juin, aujourd'hui chef d'état-major de la Défense nationale. La Cour estimera-t-elle qu'il est inutile de revenir sur cela, et que le rôle que joue le général Juin doit nous faire un devoir de ne pas le mettre en cause ? En ce cas, je m'inclinerai devant l'intérêt de mon pays même si cela doit être préjudiciable à ma défense.

*D. : Vous pouvez citer les paroles auxquelles vous faites allusion ?*

R. : L'ambassadeur Abetz tenait très rarement, je crois, des conférences d'information. Pour ma part, je crois n'avoir assisté qu'à l'une d'elles, dans l'été 1942. Il nous parla, entre autres choses, du général Juin qui, comme un certain nombre d'officiers coloniaux, avait été libéré de captivité pour défendre l'Empire contre une éventuelle attaque anglo-saxonne. L'ambassadeur Abetz dit la confiance qu'il avait en ce général, il fit même une plaisanterie à ce sujet : « *Les Russes disent qu'ils ont le général Hiver, mais vous avez le général Juin, cela vaut mieux.* » Et il nous déclara que le général Juin avait affirmé à sa libération à de hautes personnalités allemandes dont Abetz se trouvait être, je crois bien : « *Mon plus grand bonheur serait d'être admis à coopérer à rejeter les Anglo-Américains à la mer avec le maréchal Rommel et d'entrer en Égypte à son côté.* » C'était au moment de l'offensive de Rommel, le plus haut degré de la puissance allemande. On pouvait croire que toute la France, y compris ses meilleurs chefs militaires, voulait faire de notre pays l'associé de cette victoire.

## La LVF

*D. : Vous avez fait l'apologie de la LVF, organisme allemand.*

R. : J'ai tenu la LVF<sup>13</sup> pour un acte politique important, dans l'hypothèse de la victoire allemande. C'était en effet ôter à la France sa condition de vaincue, en faire une associée de l'Allemagne. Naturellement, il ne s'est jamais agi que d'un volontariat, et je n'ai jamais rien écrit qui puisse passer pour favoriser une mobilisation au profit de l'Allemagne hypothèse que je tenais pour absurde. Je n'ai jamais fait appel en faveur de l'enrôlement à la LVF, j'ai même refusé de faire partie du conseil de la LVF, comme me le proposait M. de Brinon. Mais j'ai tenu à saluer, toutes les fois que j'ai pu, le courage de ceux qui se battaient, dans une formation étrangère, mais reconnue par le gouvernement français, saluée par le Maréchal, qui n'ont jamais porté les armes contre des Français, et qui ont été, en somme, une Légion étrangère se battant à l'étranger contre un autre peuple.

*D. : Pourquoi, si vous faisiez l'éloge de la LVF, ne vous y êtes-vous pas engagé ?*

R. : Je n'ai jamais participé à quelque combat que ce soit, j'ai trop le respect du sang humain et surtout du sang de la jeunesse ; mais ayant vu de près ceux qui s'y étaient engagés, la manière dont ils se battaient, même si le passé de tous, au-dehors surtout, n'était pas toujours irréprochable, j'ai cru de mon devoir et en tout cas de mon droit strict de le faire savoir à mes compatriotes.

*D. : Ils portaient l'uniforme ennemi.*

R. : Vous savez très bien la raison de cet uniforme. La France n'était pas en guerre avec la Russie, ils devaient prendre l'uniforme d'un belligérant pour n'être pas traités en francs-tireurs. Prisonniers en uniforme, je pense que les Russes les traitent en prisonniers de guerre

et ne les fusillent pas. Je sais que porter un uniforme étranger d'un pays qui vous a vaincu, obéir aux ordres d'un chef étranger est pénible. Les combattants de la LVF, ils me l'ont dit, en ont souffert au début. Mais ils ont considéré qu'ils devaient l'accepter pour être fidèles à leur idéal, pour lutter contre un adversaire qu'ils ont d'ailleurs souvent appris à estimer, et les décorations françaises, gagnées dans la guerre de 1914 ou celle de 1939, qu'ils portaient sur leur uniforme allemand les ont bientôt persuadés que cet uniforme était nationalisé. Dans toute guerre idéologique, on peut voir de telles légions. En Espagne, des deux côtés, des étrangers ont combattu sous l'uniforme du parti qu'ils servaient. En 1916, c'est auprès des Allemands et des Autrichiens que le héros de l'indépendance polonaise Pilsudski s'est battu contre les alliés. Après la guerre de 1870, la France vaincue envoyait en Chine un corps expéditionnaire qui se battait aux côtés des Anglais sous les ordres d'un général allemand, le maréchal Waldersee. C'était la première armée « européenne ».

## Ressources

*D. : Quelles ont été vos ressources ?*

R. : Rédacteur en chef de *Je suis partout*, je touchais à ce titre 8 000 francs de fixe par mois. Tel était mon traitement. Avant la guerre, Lazareff, rédacteur en chef de *Paris-soir*, touchait, 30 000 francs par mois, plus une note de frais mensuelle de 30 à 40 000 francs. Aujourd'hui, le traitement officiel de la presse de Paris est de 15 000 francs pour un rédacteur en chef, traitement minimum. Mais ce n'étaient pas mes seules ressources, car mes articles, mes romans publiés en librairie, etc., complétaient naturellement mes appointements. Dans l'ensemble, j'ai gagné pendant l'Occupation, suivant les droits d'auteur et le travail variable que je fournissais, de 10 000 à 20 000 ou 25 000 francs par mois. Ces ressources ont naturellement beaucoup diminué à la suite de mon départ de *Je suis partout*, et je n'ai plus écrit que des articles dans des journaux qui me les payaient 500 ou 600 francs.

Ma vie a d'ailleurs toujours été celle que je menais avant la guerre. Je partageais un appartement avec ma sœur, mon beau-frère et leurs enfants. Cet appartement comportait un loyer de 7 000 francs par an. Je possédais avant la guerre une Simca, je n'ai jamais eu d'auto ni de permis de circuler pendant la guerre. On ignore certainement mon nom dans les grands restaurants, chez Maxim's ou à la Tour d'argent. Je continuais à mener à peu près une vie d'étudiant. Je n'avais pas de gardes du corps, pas de policiers dans l'antichambre (notre appartement ne comporte d'ailleurs pas plus d'antichambre que d'ascenseur), je n'ai jamais reçu une lettre de menaces chez moi, alors que rien n'était plus facile que de savoir mon domicile. Je n'ai eu besoin de recourir à aucune protection.

*D. : Quelles étaient les ressources de Je suis partout ?*

R. : Je ne me suis jamais occupé de gérer les intérêts matériels de *Je suis partout*. Toutefois, j'étais assez au courant, comme tous les rédacteurs, de son fonctionnement pour pouvoir répondre en gros à cette question. *Je suis partout* a toujours couvert ses frais. Un hebdomadaire qui tire à plus de 50 000 exemplaires gagne de l'argent s'il est administré avec prudence. Avant la guerre *Je suis partout*, qui a toujours dépassé ce chiffre, couvrait donc déjà ses frais, bien qu'il ait eu peu de publicité. Depuis la guerre, son tirage a monté à 100 000, puis 150 000, puis 200 000 exemplaires et même je crois un peu plus. Personne n'est obligé d'acheter un hebdomadaire, si l'on est obligé d'acheter un quotidien, ne serait-ce que pour savoir quand seront validés les tickets de charbon (on n'a pas ce souci aujourd'hui, bien entendu) ; il faut donc penser que ce journal ne déplaisait pas. Il est devenu par la force des choses une importante affaire. La publicité était abondante et fort chère. Le nombre des pages étant moindre qu'avant-guerre, malgré l'augmentation du prix du papier et des frais d'imprimerie, les bénéfices étaient suffisants, le plus ignorant pourrait le constater, pour que le journal n'ait besoin d'aucune subvention de quelque origine qu'elle fût.

D'autant plus qu'il y avait à *Je suis partout* peu de personnel, peu d'appointments élevés. On se contentait à la fin de l'année de donner un supplément de « piges » qui portait à peu près l'ensemble des traitements et paiements aux prix pratiqués par les autres journaux. Je dis à peu près. Ainsi, si je donnais un roman à *Je suis partout* il m'était payé 20 000 francs, tandis que *Gringoire* payait 200 000 francs un roman à La Varenne. Tout cela restait donc [dans la norme] habituelle des prix sinon au-dessous. Quand j'ai quitté *Je suis partout* je crois que les traitements ont été beaucoup augmentés. On me promettait à moi 25 000 francs par mois si j'avais continué à être rédacteur en chef. J'ai préféré m'en aller. Lorsqu'ils sont partis en Allemagne, les collaborateurs de *Je suis partout*, m'a-t-on dit, ont emporté à peu près 500 000 francs chacun. Inutile de dire que je ne suis pas de ces bénéficiaires, pas plus que je n'ai été des émigrés en Allemagne.

### « Rive Gauche »

D. : *Pour quelle raison êtes-vous entré au Conseil d'administration de Rive Gauche, organe de propagande allemand ?*

R. : *Rive Gauche* n'était pas un organisme de propagande, mais une entreprise commerciale. Je connaissais de longue date le président du Conseil d'administration, Henry Jamet. Il avait fait entrer un de mes parents, Henri Bardèche, comme chef de la section française. À cette époque-là une entreprise allemande sise à Cologne avait le monopole de l'échange des livres entre France et Allemagne. *Rive Gauche* désirait pouvoir vendre directement aux librairies allemandes et surtout aux universités allemandes désireuses de s'approvisionner en éditions françaises d'ouvrages savants ou classiques. À cet effet, Henry Jamet pensa que ses négociations seraient plus appuyées si dans le Conseil d'administration entraient des personnalités françaises politiques et littéraires, et me demanda d'en faire partie. J'acceptai, pensant être utile ainsi d'une part

à Henri Bardèche et d'autre part favoriser une expansion du livre français à l'étranger. En juillet 1943 la libre fourniture du livre français à l'Allemagne fut en effet accordée à *Rive Gauche*.

*D. : Quels appointements aviez-vous pour cela ?*

R. : 3 000 francs de livres à prendre à la librairie par an, je ne les ai même jamais pris.

*D. : Mais n'avez-vous pas reçu des actions de la société, cadeau que l'on vous faisait ?*

R. : Les actions n'ont jamais été créées. Il m'a été réservé une partie des actions, comme à d'autres actionnaires. Mais elles ne devaient m'appartenir que si je les payais. On n'a établi aucun certificat d'action à mon nom. J'ignore la situation des autres actionnaires à ce sujet, mais la mienne est très nette. Si un jour j'avais désiré acheter des parts de cette société, j'aurais pu le faire. Mais en attendant les parts ne m'appartenaient pas.

*D. : Étiez-vous donc un homme de paille ?*

R. : Non, je l'aurais été si j'avais signé un transfert d'actions au compte d'un tiers. Là mes actions n'étaient même pas établies. Cela est facile à prouver. Elles étaient laissées à mes possibilités financières, si je le désirais, et je me contentais de faciliter dans la mesure de mes moyens l'expansion du livre français à l'étranger.

Rapport inexact du 13 octobre [1944]

*Rive Gauche* vendait 10 livres français contre 6 allemands.

*Hachette* vendait plus de livres allemands que *Rive Gauche*.

Directeur libraire de métier, 60 Français contre 3 Allemands dans le personnel.

La propagande est faite par les éditeurs et non par le libraire.

Inaugurée par Philippon, actuel Président du Cercle de la librairie.

Embauches pour l'Allemagne [empêchées] au contraire.

Commandes aux prisonniers sur demandes des camps transmises par [le service Scapini] (3% des affaires)<sup>14</sup>.

## **La relève**

*D. : Vous avez fait de la propagande pour la relève.*

R. : On oublie un peu trop maintenant que la relève est une idée née dans les camps de prisonniers. Partout dès 1940, dès 1941, on entendait dire dans les camps : « *Quand viendra la relève ?* » Ce n'était pas une plaisanterie, mais un vœu très profond. Ce vœu a été en France exprimé par le premier Commissaire aux prisonniers, Pinault, ancien prisonnier lui-même. Quand Laval a annoncé qu'un accord était intervenu à ce sujet, beaucoup d'anciens prisonniers ont trouvé la mesure excellente. Si cet accord avait été profitable, et je n'oublie pas que, quels qu'aient été ses [inconvéniens], des dizaines de milliers de mes camarades sont rentrés à cause de lui, je l'aurais toujours soutenu, et tous les prisonniers avec moi. Un remplacement n'était même pas préjudiciable [au pays] puisqu'on aurait remplacé un homme par un autre. L'accord, je le sais [prévoyait un échange de] un pour trois. [Mais], je sais aussi que toutes les familles qui ont eu des prisonniers sont d'accord avec moi, même si elles n'osent pas le dire. Toute ma politique a été dominée par la hantise du million de camarades restés là-bas. Ceux qui n'ont pas connu [la captivité] ne peuvent pas comprendre. Mais le jour où la relève est devenue autre chose, je ne l'ai plus soutenue.

*D. : Qu'entendez-vous par là ?*

R. : Je veux dire le jour où elle est devenue une réquisition pure et simple, sans contre-partie, à laquelle on n'a donné le nom de relève que par habitude. Le Service obligatoire du travail devait, d'après les déclarations primitives, se faire en France : on nous a trompés à ce sujet, on nous a parlé d'entreprises utiles à l'État, de grands travaux. Quand on a eu compris qu'il s'agissait d'envoyer en Allemagne



des milliers sinon des millions des nôtres, je n'ai pas marché. Je trouvais cela inhumain, et antipolitique au possible. J'estimais que c'était une faute contre la politique à laquelle je restais attaché. Et j'ai même rompu avec *Je suis partout* en partie à cause de l'attitude que j'avais à l'égard de la relève, pour laquelle je ne voulais pas qu'on fasse de propagande. La même évolution a été suivie par des confrères de zone sud, et le *Figaro* n'avait pas manqué, au début, de louer la relève comme il convenait.

## La Milice

*D. : Avez-vous fait l'éloge de la Milice ? Vous avez écrit un article sur Darnand.*

R. : J'ai écrit un article sur Darnand avant que la Milice<sup>15</sup> ne fût organisée, même en zone sud, à la suite d'une interview de Darnand parue dans *Gringoire*. Le passé militaire de Joseph Darnand m'apparaissait comme très brillant, et je ne pouvais oublier qu'il était l'homme qui, à la suite d'un coup de main qui nous donna des éléments précieux sur l'offensive allemande de juillet 1918, permit à Foch de préparer la contre-offensive finale des Alliés. Foch et Poincaré l'avaient salué comme un artisan de notre victoire. Il me paraissait capable d'apporter à la France de la défaite un renouveau strictement français. Mais dès que la Milice fut organisée, je commençais à m'en méfier. Elle m'apparut non comme un parti gouvernemental formé en accord avec le Maréchal, mais comme une sorte de police politique, où des éléments troubles pouvaient aisément se glisser parmi des éléments honnêtes. J'exprimai mon opinion à plusieurs jeunes gens qui s'y étaient affiliés dans l'autre zone. Cela alla même si loin que deux d'entre eux se virent reprocher par Darnand en personne d'être en correspondance avec moi et on leur lut de mes lettres, qui avaient été ouvertes par les services de renseignements de la Milice. Ils quittèrent alors l'hebdomadaire *Combat*. Je m'aperçus que ma correspondance avec la zone sud était surveillée. Quand la Milice vint en zone nord, en 1944,

je n'écrivis rien pour la favoriser. J'avais en effet tout à fait désapprouvé l'attitude de Darnand se faisant inscrire à la Waffen SS quelques jours avant d'être ministre.

*D. : Avez-vous connu des chefs miliciens ?*

R. : J'ai rencontré Darnand une seule fois, dix minutes environ, par hasard, dans un café, et je n'ai jamais eu de rapports avec lui. J'ai en revanche rencontré parfois des miliciens du rang. J'ai toujours eu le plus grand respect pour les militants, même si je ne partage pas toutes leurs idées : mon irrespect commence aux gradés. J'ai aussi rencontré, parmi les jeunes gens qui venaient me voir, des militants de la Résistance, qui ne me cachaient pas leur qualité, parce qu'ils n'avaient pas de méfiance à mon égard. Il m'est arrivé de faire du camping avec des étudiants et des ouvriers, parmi lesquels toutes les opinions étaient respectées, cela dans la plus absolue loyauté. C'est parce que je n'étais pas d'accord avec le rôle de la Milice, en partie, que j'ai quitté *Je suis partout*, quand presque tous ses collaborateurs devaient par la suite s'inscrire à cet organisme, dont pour ma part je n'ai jamais fait partie, aux réunions duquel je n'ai jamais assisté ni parlé.

(Affaire Sarraut.<sup>16</sup>)

## **Waffen SS**

*D. : Vous dites avoir blâmé Darnand d'appartenir à la Waffen SS, pourtant vous avez fait l'éloge de la LVF.*

R. : Je faisais une grande différence entre les deux formations. Je n'ai jamais prononcé même le nom de la Waffen SS. J'étais prêt à reconnaître le courage de ceux qui s'y battaient, s'ils se battaient : mais j'estimais qu'ils commettaient une erreur politique extrêmement grave. Le soldat de la LVF était en effet un soldat, au service d'une idée, en lutte contre une armée étrangère. On pouvait le désapprouver, on ne devait pas le considérer autrement que comme un légionnaire,

obéissant à des chefs militaires. Le SS prêtait serment à un chef politique, il perdait en réalité sa nationalité française, il s'engageait pour servir même contre des compatriotes. Cela est si vrai que beaucoup de soldats de la LVF en 1941, lorsqu'on les ramena du front de l'Est, se refusèrent à s'engager contre le maquis français. Certains d'entre eux, auprès desquels les Allemands avaient fait des sondages, furent même renvoyés très brutalement en France à la suite de ce refus, alors qu'ils avaient passé plusieurs mois en Russie. Mais leur engagement ne prévoyait pas une telle utilisation. Le SS au contraire n'aurait pas pu discuter, étant un soldat politique, soumis corps et âme à ses chefs, totalement et absolument. C'est pour cela que j'ai fait toujours une différence entre les deux formations.

## **Campagne antidémocratiques**

*D. : Vos campagnes antidémocratiques faisaient le jeu de l'Allemagne, et étaient imposées par elle.*

R. : J'ai dit que si les Allemands marchaient sur leurs pieds, ce n'était pas une raison pour marcher sur la tête afin de se différencier d'eux. Et un savant français n'a pas à rougir d'avoir à utiliser une découverte allemande. Mais d'ailleurs les idées de l'Allemagne hitlérienne ne sont pas allemandes. L'école antidémocratique française est riche. Pour ne pas parler du temps présent, ni Joseph de Maistre, ni Bonald, ni Balzac, ni Baudelaire n'étaient inféodés à Hitler, et ils étaient antidémocrates. Le plus grand écrivain américain, Edgard Poe, était un antidémocrate acharné.

*D. : Cela n'empêche pas que vous avez, en soutenant une cause antidémocratique, affaibli la France en lui conseillant de se méfier de ses institutions.*

R. : Je faisais cela pour redonner à la France sa vigueur. La France de Louis XIV n'était pas démocratique, celle de Napoléon non plus, et ce sont les plus hauts moments de l'histoire de France. M. Churchill a reconnu souvent qu'il fallait se mettre à l'école des nations non démocratiques pour défendre la démocratie. À l'heure qu'il est, l'Allemagne antidémocratique tient tête au monde entier. Avant la guerre, j'aurais voulu mon pays débarrassé des querelles intérieures, de la démagogie, de la puissance des intérêts particuliers, de l'intrigue des comités, de la servitude des élections mal comprises. En quoi cela affaiblissait-il la France ? En quoi vouloir lui donner autant de puissance que les autres nations était-il un danger pour elle ? Attaquer les hommes et les institutions qui lui faisaient mal, était-ce la démoraliser ou la guérir de son mal ? Alors, dites-moi si, aujourd'hui, ils travaillent pour la [grandeur] de la France ceux qui affirment que ses plus grands artistes sont des traîtres, que ses deux plus grands sculpteurs vivants, admirés aux États-Unis et en Russie, Maillol et Despiau, sont des traîtres, que ses meilleurs peintres, quelques-uns de ses meilleurs écrivains, d'anciens soldats illustres, des évêques et un cardinal, des savants utiles dans tout l'univers, sont des traîtres ? C'est en faisant dire cela, il me semble, que la France travaille contre elle-même, comme dit la presse anglaise, enlève « *sa propre crème* », « *her own cream* », et ôte à la jeunesse la foi dans la vitalité et le pouvoir créateur de son pays. Pour moi, j'ai toujours fait la différence entre la France et ses institutions passagères, dont tout le monde avoue aujourd'hui qu'elles doivent être réformées, et qu'on se garde d'ailleurs de remettre en vigueur.

*D. : Vous avez démoralisé la France.*

R. : Je ne l'ai jamais fait. J'ai toujours respecté la vitalité française. (Défense de l'armée en 1940. Lettre du chef d'état-major de Condé, de centaines de prisonniers, polémique avec...)

## Départ de JSP

D. : *Quelles sont les raisons de votre départ de Je suis partout ?*

R. : J'avais à *Je suis partout* avant la guerre une situation morale prépondérante que je n'ai retrouvée tout à fait à mon retour, où l'administrateur général, Charles Lesca, devenu directeur du journal et principal actionnaire, voulait jouer un rôle plus important. Il y eut entre nous de sérieuses divergences à la fin de 1942, en particulier quand certains journaux blâmèrent les marins de ne pas avoir cédé leur flotte à l'Allemagne, et que j'obligeai *Je suis partout* à déclarer que le jour de Toulon était un jour de deuil et que nous nous refusions à faire de la politique à ce sujet. À mesure que le temps s'écoulait, au cours de l'année 1943, les divergences devenaient plus grandes entre groupes au journal : ceux qui, maintenant la même politique, ne voulaient pas bourrer le crâne à leurs lecteurs, et ceux qu'on peut appeler les « ultras » qui prenaient une position extrémiste, d'abord avec Doriot, puis plus tard, après mon départ, avec Darnand. La crise éclata au moment de la première affaire d'Italie, en été 1943. Il y eut une réunion des principaux collaborateurs, où les deux groupes firent valoir leurs vues. Charles Lesca en profita pour faire valoir ses droits de directeur. Opposé à lui, je réclamai l'autorité absolue sur le journal, de façon à le diriger à ma guise, et à éviter ce que je tenais pour des erreurs. Jusque-là, chaque collaborateur était pratiquement indépendant, suivant l'habitude de notre camaraderie. En somme, je réclamai les pleins pouvoirs. J'exposai les grandes lignes de ce que je désirais faire. Je ne voulais pas qu'on répât à longueur de journée que l'Allemagne allait gagner la guerre, ni que l'Italie était une fidèle alliée de l'Allemagne<sup>F</sup>, ni que le débarquement en Sicile ou à Naples était un échec. Je ne voulais pas qu'on fit une propagande abusive en faveur de la relève, expliquant que si à ce moment-là, comme le bruit en courait, Laval venait de refuser à Sauckel un million d'hommes, j'étais, moi, du côté de Laval contre Sauckel. On acceptait à peu près

---

F. Mussolini, juin 1943.

ce dernier point mais on voulait continuer à attaquer ceux qui blâmaient la relève, en particulier les évêques de France et je trouvais cela illogique. Je me refusais à faire confiance au PPF dans son ensemble et à ses vues politiques. Je me refusais à la faire à Darnand et à sa milice qu'on voulait introduire en zone nord. Bref, je voulais qu'on restât Français, et que, toujours soucieux d'une réconciliation franco-allemande, on n'affirmât pas que l'Allemagne était sûre de gagner, ce qui me paraissait une absurdité chaque jour plus grande. On refusa de me suivre sur une telle politique, et je donnai ma démission de rédacteur en chef. Cela effraya un peu mes anciens amis, qui se rendaient compte que cela ferait mauvais effet à l'extérieur. On insista pour me retenir. Le journal faisant des affaires prospères, on proposa d'augmenter mon traitement, de me donner 25 000 francs par mois, de me [verser] un rappel pour le roman que j'avais publié. Je refusai. On essaya alors de me garder comme collaborateur, mais je ne voulais absolument pas qu'on pût croire, à l'extérieur, que j'étais solidaire d'une politique que je n'approuvais pas. Quels que soient les avantages matériels que j'aurais pu y trouver, je refusai également, préférant écrire dans des journaux qui me paieraient 5 ou 600 francs l'article, mais où je ne serais qu'un invité irresponsable des articles d'autrui. Je fis un roman à *Révolution nationale* qui m'était payé 1 000 francs la page de journal. Deux de mes amis me suivirent dans mon départ, car ils n'avaient aucune confiance dans l'esprit politique de mes anciens camarades. La suite était facile à prévoir et ne me regarde pas. *Je suis partout* devint un organe de plus en plus lié aux « ultras », à la Milice, voire à la Waffen SS, se fit interdire en zone sud où le gouvernement français avait conservé beaucoup plus de prérogatives, alors que c'est moi qui l'avais fait admettre dans cette zone, et finalement, en août 1944, ses principaux collaborateurs s'enfuyaient en Allemagne. Je refusai, bien entendu, de les accompagner et d'abandonner mon pays. Je n'ai pas à juger d'anciens amis, mais je puis dire que je n'étais plus avec eux, comme la suite l'a prouvé.

## Les juifs

*D. : Vos campagnes antisémites étaient inspirées par l'Allemagne.*

R. : Je n'ai pas toujours été antisémite. J'ai eu, et j'ai toujours, de la curiosité pour le peuple juif, pour sa résistance, son originalité. Mais en 1936, on a pu voir un ministère comportant trente-sept ministres, attachés de cabinets, directeurs, qui étaient juifs. On peut estimer que c'est beaucoup. Il y a eu en 1938 certaine [réunion] de propagande pour les livres français à l'étranger qui était présidée par M. Jean Zay, juif, ministre de l'Éducation nationale, assisté de son directeur de cabinet M. Abraham, juif, accompagné de Mme Brunschvicg, juive, sous-secrétaire d'État, et de M. Marx, juif, directeur des Œuvres françaises à l'étranger. Pour comble, cette réunion se tenait à l'hôtel Rothschild. N'était-ce pas excessif ?

*D. : Mais l'antisémitisme est allemand et hitlérien.*

R. : Drumont, antisémite français, a publié *La France juive* trois ans avant la naissance de Hitler. Gobineau écrivait sous le Second Empire. Napoléon était antisémite, et Voltaire, et Saint Louis. Quand l'Allemagne ouvrait la porte aux Juifs, il y avait en France des partis antisémites. Aujourd'hui encore, j'ai lu dans des journaux qui paraissent à Paris qu'il existe un problème juif, un problème de non-assimilation, cela sous la plume de M. Duhamel, des frères Tharaud, écrivains résistants, et dans *L'Aurore*.

*D. : Ne fallait-il pas, sous l'occupation allemande, éviter d'aborder ce problème ?*

R. : Je pourrais vous répondre que j'en ai beaucoup moins parlé, à coup sûr, sous l'occupation qu'auparavant. Je pourrais vous répondre aussi que lorsque je vois dans la presse d'aujourd'hui attaquer le général Weygand, on ne se soucie pas du tout du fait

qu'il est prisonnier en Allemagne. J'ai dit ce que je pensais et voilà tout. Je n'approuve aucune violence physique, j'ai trouvé déplorable et inhumain qu'on ait, dans certains cas, séparé les femmes juives de leurs enfants. Je me suis brouillé avec Cousteau, à *Je suis partout*, parce que, en 1943, il voulait réclamer des mesures plus énergiques contre les juifs, et que je n'en voyais pas l'utilité<sup>G</sup>. Je continue à penser que le juif est, sauf exception, un peuple inassimilable, hétérogène, et qu'il y a là un problème grave, tout à fait indépendant de l'occupation allemande. Mais je n'aime rien de ce qui est irraisonné et inhumain, et je n'ai approuvé ni sévices ni tortures, pas plus que je ne les approuverais contre les Noirs en d'autres pays.

## Voyage en Russie

*D. : Pour quelles raisons avez-vous accompagné Brinon en Russie ?*

R. : Brinon<sup>17</sup> était président de la LVF, organisme officiel français. Il devait aller l'inspecter, et désirait être accompagné de deux journalistes. Il songea tout naturellement, et indépendamment même de nos personnes, au rédacteur en chef du plus important quotidien, *Le petit parisien*, et au rédacteur en chef du plus important hebdomadaire, *Je suis partout*. C'est ainsi qu'il nous demanda, à Claude Jeantet et à moi, de venir en Russie, de façon à dire ce que nous aurions vu. J'y suis donc allé en qualité de journaliste, naturellement curieux des choses de notre temps, comme Claude Jeantet était lui-même allé en Russie avant la guerre pour la signature du pacte franco-russe, également invité par un membre du gouvernement français.

*D. : Ce voyage était un voyage de propagande allemande.*

---

G. Cousteau dit en 1944 que je lui ai refusé un article.



R. : J'ai dit exactement ce que j'avais vu. Je ne prétends pas, ignorant le russe et l'allemand, avoir donné une image complète de la Russie en guerre, et même de la Russie occupée. Aussi me suis-je contenté de raconter ce que je voyais, et pas autre chose. Je n'ai été soumis pour cela à aucune pression. J'ai fait quatre ou cinq articles à *Je suis partout*, plus tard un à *Révolution nationale*. J'y ai dit, entre autres choses, la curieuse attraction qu'exerçait la Russie sur l'Allemand, le respect que le soldat avait pour le soldat, et cette idée d'une entente nécessaire qui, parfois, s'avouait franchement. Quant à la LVF, j'ai dit ce que j'ai vu, et rendu hommage aux combattants.

*D. : Vous avez participé à la propagande allemande en écrivant un article sur Katyn.*

R. : Jeantet et moi sommes les seuls journalistes français à avoir vu Katyn. Cette visite ne faisait pas partie du voyage primitif, il ne s'agit donc pas d'une pression, et il a fallu que nous demandions à y être conduits. L'Europe entière parlait de Katyn. Les Polonais avaient, ne l'oubliez pas, fait une demande d'enquête à la Croix-Rouge, conjointement avec les Allemands, chose extraordinaire ; la Russie avait rompu les relations diplomatiques avec eux à ce sujet, des neutres, des médecins de tous pays s'étaient penchés [sur les cadavres], sur les fosses. Nous voulions voir Katyn, nous l'avons vu, et nous avons dit ce que nous avons vu. On a retiré devant nous des cadavres d'une fosse. On a coupé au couteau leurs vêtements absolument collés, et on en a retiré des papiers et des journaux dont les faces intérieures étaient encore lisibles. Rien n'était postérieur à avril 1940, donc au moment où Katyn était en Russie libre, avant la guerre avec l'Allemagne. Je ne puis dire autre chose que ce que j'ai vu. Des Polonais sont allés à Katyn, des officiers prisonniers, des prêtres, des officiers anglais et américains également prisonniers. Personne ne peut avoir de doutes à ce sujet. J'ignore totalement les raisons de cet acte, mais je ne puis dire autre chose que ce que j'ai vu. Le général Sikorski devait-il rompre avec Moscou sans cela ?

*D. : Il y a eu d'autres massacres accomplis par les Allemands, dont vous n'avez pas parlé.*

R. : Je parle de ce dont j'ai été le témoin. Amenez-moi dans ces lieux de massacre dont vous me parlez, où aucune commission neutre n'a encore été admise, et je dirai ce que j'ai vu. Et puis est-ce que la barbarie des uns excuse la barbarie des autres ?

*D. : Ce voyage avec Brinon avait-il un but politique ? Comment connaissiez-vous Brinon ?*

R. : Avant la guerre, Brinon était journaliste. Je l'ai rencontré deux ou trois fois, je crois, et nos rapports ont toujours été très courtois. Je l'ai revu, toujours de façon officielle, depuis la guerre, et de la même manière ou pour lui demander des interventions en sa qualité de [représentant du gouvernement français]. On a fait beaucoup de [suppositions] surtout dans les milieux gouvernementaux, au sujet de ce voyage. Je puis affirmer en tout cas que jamais Brinon ne nous a fait la moindre proposition. Des bruits ont couru sur des postes ministériels qui m'avaient été offerts ainsi qu'à Jeantet. Je crois que c'étaient des bruits qu'on faisait courir pour inquiéter Laval et le pousser à ce qu'on appelait une politique plus active. J'ai toujours tenu cela pour de la plus haute bouffonnerie. D'ailleurs je rentrais de voyage le 30 juin, je partais en vacance le 15 juillet, et le 15 août j'avais quitté *Je suis partout*, non pas du tout pour faire de la politique active, mais au contraire parce que je n'étais pas d'accord avec l'avant-garde de la collaboration.

## **Capture**

*D. : Dans quelles conditions vous êtes-vous constitué prisonnier ?*

R. : Aux mois de juin et juillet, je me trouvais dans ma famille en province. Je rentrai à bicyclette à Paris au début d'août. La débâcle allemande en France s'accroissait, et il devenait évident que la France entière allait être évacuée. Les Allemands avaient fait offrir, on le sait, à ceux des Français qui voudraient les suivre, un lieu d'asile en Allemagne. Une réunion eut même lieu à ce sujet à la corporation de la presse. Je n'y assistai pas, et je refusai de partir. Des amis me firent offrir de passer en Suisse. On m'offrait le concours désintéressé de passeurs de la Résistance qui avaient gardé toute leur sympathie pour moi. Je refusai également. On n'emporte pas la patrie à la semelle de ses souliers<sup>18</sup>. Et puis la question de responsabilité. Ceux qui restaient. Les [circonstances] du départ. Les voitures de Brinon. On insista au moins pour que je reste caché, sous une fausse identité, et on s'offrit à me faire avoir par la Préfecture de police toutes les pièces d'identité parisienne que je voudrais, absolument authentiques, cartes d'alimentation, etc. Je refusai également. Je quittai mon appartement, car je ne savais pas si des éléments irresponsables n'allaient pas au mépris de tout [organisme] central de la Résistance se livrer à des attaques violentes. En fait, mon appartement fut occupé au début de septembre, et ma sœur ne put même pas y pénétrer pour y chercher des vêtements d'hiver pour ses enfants. Elle y pénétra un jour cinq minutes pour s'apercevoir que les occupants avaient entrepris un véritable déménagement de tout ce qui lui appartenait à elle et non à moi, des livres d'études de mon beau-frère, et même de ses vêtements à elle. Je demeurais chez des amis lorsque j'appris l'arrestation de toute ma famille, petit à petit : mon beau-frère, mon beau-père<sup>19</sup>, qui n'avait jamais fait de politique de sa vie, ma mère enfin. Mon grand-père, vieillard de quatre-vingt-cinq ans<sup>20</sup>, fut transporté à l'hôpital, où il mourut trois semaines plus tard bouleversé de ce qu'il avait vu. Avec une brutalité inouïe, ma mère fut jetée en prison, dans des cellules de 4 mètres sur 5 où il y avait trente personnes sur huit paillasses, mêlée aux prostituées et aux voleuses. Elle y resta trois semaines sans l'ombre de raison. Elle y serait peut-être encore si je n'étais pas là moi-même. Je pouvais craindre qu'on arrêtât ma sœur, qu'aurait-on fait des enfants ?

On les aurait sans doute mis à l'Assistance, comme le petit bébé de Georges Albertini dont on a arrêté les parents et les grands-parents, et qui vient d'y mourir. Je décidai donc d'aller au-devant des policiers et j'allai à la Préfecture. J'eus bien un peu de mal à me faire arrêter. On ne voulait pas de moi. J'errai dans les couloirs. Je n'avais pas de mandat d'arrêt. Il me semblait que j'embarrassais les gens. Je déclarai que je n'avais jamais approuvé ce procédé d'arrestation par otages. Le fonctionnaire de la Préfecture qui m'écoutait voulut bien m'assurer qu'il blâmait l'arrestation de ma mère. Dès que mon arrestation fut connue elle fut libérée, mais pas avant. Elle n'en avait pas moins passé trois semaines dans les pires conditions matérielles et morales. Je n'avais pas voulu d'une part abandonner les militants, d'autre part exposer ma famille.

## **REGRETS, FLEURS ET COURONNES**

*D. : Vous vous êtes trompé sur les faits. N'aurait-il pas mieux valu ne pas écrire ?*

R. : D'autres se sont trompés avant moi, depuis M. Blum qui en 1932 écrivait que Hitler était éloigné de l'espérance même du pouvoir jusqu'à M. Paul Reynaud qui s'écriait en 1940 que la route du fer était définitivement barrée, jusqu'à M. Schumann de la radio de Londres qui affirmait que 1942 serait 1918 – il va y avoir deux ans –, sans parler de ceux qui en 1914 annonçaient la mort du Kaiser comme on annonce depuis trois mois celle de Hitler.

*D. : Regrettez-vous ce que vous avez écrit ?*

R. : Si je vous disais oui, vous penseriez que c'est pour sauver ma peau et vous me mépriserez. Je n'ai rien à regretter des intentions qui m'ont fait agir. J'ai pu me tromper, comme tout homme, sur les faits ou sur les personnes, mais je me dis qu'il y a,

à l'heure qu'il est, des jeunes gens et des jeunes filles qui pensent avec amitié à ce que j'ai écrit, même s'ils ne sont pas d'accord avec moi sur la politique. Je pense qu'il y en a sur le front en Lorraine, qui ont été déjà sur le front tunisien ou italien, qui portent dans l'armée Leclerc l'uniforme français et qui savent que je n'ai jamais voulu leur apprendre autre chose que l'amour de la vie, le courage devant la vie, que j'ai voulu économiser leur sang, et cela me suffit pour ne rien regretter de ce qui a été moi-même.

*D. : Ne regrettez-vous pas d'avoir engagé des jeunes gens dans cette voie ?*

R. : S'ils ont à le regretter aujourd'hui, ce n'est pas à moi qu'ils doivent en demander compte, c'est à ceux qui remplissent les prisons et les camps de 300 000 Français, dressent partout des poteaux d'exécution, donnent au monde stupéfait l'image d'une France qui ne cherche pas la réconciliation de ses fils (la presse anglo-saxonne témoigne de cet étonnement), mais s'acharne à ajouter aux blessures de la guerre étrangère les horreurs de la guerre civile. Voilà les vrais ennemis des jeunes gens que vous m'accusez d'avoir entraînés. La cinquième colonne, c'est vous qui la faites en traquant des Français qui se disent que, perdus pour perdus, il vaut mieux prendre un fusil. En tout cas ceux qui m'ont écouté, ou qui sont même allés au-delà de ce que je leur ai dit, pourront me rendre cette justice qu'à l'heure du danger, je n'ai pas fui ailleurs et que je suis resté volontairement parmi eux pour courir les mêmes risques qu'eux.

1. Henri Massis (1886-1970) était un intellectuel nationaliste français. Proche de l'Action française, il se rallia au gouvernement de Vichy.
2. Le général Charles Huntziger (1880-1941) présidait les délégations françaises qui signèrent l'armistice avec l'Allemagne puis l'Italie les 22 et 24 juin 1940. Secrétaire d'État à la Guerre dans le Gouvernement de Vichy, puis commandant en chef des forces terrestres, il est décède dans un accident d'avion en 1941.
3. Écrit avec son beau-frère Maurice Bardèche, l'ouvrage était paru en 1935.
4. Louis-Émile Galey (1904-1997) était un architecte français. Proche d'Emmanuel Mounier et de la revue *Esprit*, il militait pour la « Troisième force », qui tentait de dépasser le marxisme et le capitalisme par la planification et le corporatisme. Durant la guerre, il devint donc Commissaire du gouvernement du Comité d'organisation de l'industrie cinématographique qui permit de nombreuses avancées pour le cinéma français. Il poursuivit, après-guerre, sa carrière dans le cinéma.
5. Les Cercles Pétain organisaient la vie morale et intellectuelle des soldats Français prisonniers en Allemagne. Ils permirent l'organisation de centres de documentation, de cercles d'études, de conférences, etc., en liaison avec l'État français.
6. André Gide, *Journal*, 5 septembre 1940.
7. Grand quartier général.
8. Les 16 et 23 septembre 1943, les Alliés bombardèrent la ville de Nantes en Bretagne. Au total, 1 463 civils y perdirent la vie et plusieurs milliers de personnes furent blessées.
9. C'est à Montoire, le 24 octobre 1940 que le maréchal Pétain annonça le début de la Collaboration lors d'une entrevue avec Adolf Hitler.
10. Otto Abetz (1903-1958) fut l'ambassadeur de l'Allemagne à Paris durant la Seconde Guerre mondiale. Amoureux de la culture française, il avait œuvré avant la guerre pour le rapprochement entre la France et l'Allemagne ; durant la guerre, il fut un actif et sincère partisan de la Collaboration.
11. Le Parti nationaliste vietnamien (Việt Nam Quốc Dân Đảng, VNQDDĐ) organisa une mutinerie dans une garnison du nord de l'Indochine le matin du 10 février 1930. Après une apparence de victoire initiale, la révolte fut rapidement matée. La justice poursuivra 547 personnes, dont 80 seront condamnées à mort (tous les condamnés ne seront pas tous exécutés), 102 aux travaux forcés à perpétuité, 2 à la détention à vie, 243 à la déportation et 43 à d'autres peines de travaux forcés. Dix-huit insurgés ont été acquittés et 58 relâchés faute de preuves. Le Parti communiste profita de ces jugements pour organiser une campagne d'agitation.
12. Le 3 juillet 1940, la marine britannique attaqua une escadre française dans le port de Mers el-Kébir en Algérie française. Cette lâche attaque se solda par la mort de 1 297 marins français.

13. La Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF) fut créée en juillet 1941 après l'attaque de l'URSS par l'Allemagne. Elle permit aux Français de combattre aux côtés des Allemands et de nombreux volontaires européens contre le bolchevisme. Elle vit le jour grâce à la volonté des partis les plus avancés dans la Collaboration (le PPF de Doriot, le RNP de Déat, le MSR de Deloncle, etc.). La LVF avait l'aval du Maréchal qui écrivit : « *En participant à cette croisade dont l'Allemagne a pris la tête, acquérant ainsi de justes titres à la reconnaissance du monde, vous contribuez à écarter de nous le péril bolchevique. [...] À la veille de vos prochains combats, je suis heureux de savoir que vous n'oubliez pas que vous détenez une part de notre honneur militaire* ».
14. [NDMB] Ces notes sont destinées à répondre aux différents points d'un rapport de police qui se trouvait au dossier.
15. La Milice française vit le jour le 30 janvier 1943 pour lutter contre les actes terroristes de la Résistance et appuyer la politique du gouvernement de Vichy. Sous l'autorité officielle de Pierre Laval, elle était dirigée par Joseph Darnand. Antisémite, anticommuniste, anticapitaliste et révolutionnaire, elle fut durement frappée par les résistants avant d'obtenir d'être armée.
16. Maurice Sarraut, homme politique radical-socialiste influent de la III<sup>e</sup> République et directeur de *La Dépêche de Toulouse* se rallia à l'État français. En butte à l'hostilité des collaborationnistes, notamment à cause de sa proximité avec la franc-maçonnerie, il sera dans un premier temps brièvement arrêté, en janvier 1943, avant d'être assassiné le 2 décembre. Si la Résistance est soupçonnée, des miliciens seront arrêtés mais libérés peu après, sur intervention de Darnand notamment.
17. Fernand de Brinon (1885-1947), avocat, journaliste et homme politique fut avant la guerre un partisan du rapprochement franco-allemand. Durant la guerre, il est appelé au gouvernement et représente les autorités de Vichy auprès des Allemands. C'est au Fort de Montrouge, tout comme Robert Brasillach, qu'il est exécuté le 15 avril 1947.
18. Cette phrase avait été prononcée par Danton, refusant de quitter la France alors que Saint-Just préparait son arrestation. Jugé coupable, il fut exécuté le 5 avril 1794.
19. [NDMB] Le docteur Maugis, chirurgien à Sens, avec lequel la mère de Robert Brasillach s'était remariée en 1918.
20. [NDMB] Jacques Redo, grand-père maternel de Robert Brasillach, qui était venu habiter chez le docteur Maugis en 1942.

